

# LES TALIBANS DANS LA STRATÉGIE DIPLOMATIQUE DE LA CHINE. Par Yohan BRIANT

jeudi 23 septembre 2021, par [BRIANT](#)

*Dans cet article, le jeune chercheur Yohan Briant (1) nous livre avec clarté et précision, une analyse stratégique de la diplomatie chinoise vis à vis des Talibans. La compréhension des enjeux du long terme permet de dépasser la lecture immédiate des événements. On lira avec intérêt un rappel historique bienvenu de la position chinoise dans le système international : « émergence pacifique » (avec le primat de l'économique) puis développement d'un récit et discours, d'un modèle alternatif à celui de l'Occident. On parle parfois du Consensus de Pékin qui privilégie les échanges économiques, les activités structurantes pour les pays du Sud etc... avec un Etat fort sans préoccupation politique pour la question des Droits de l'Homme. Aujourd'hui la sécurisation des zones frontalières est un axe majeur pour accroître la sphère d'influence chinoise. La frontière - cet objet géographique quelque peu malmené par le néolibéralisme - retrouve ces dernières années une fonctionnalité multidimensionnelle. La sécurité en Asie centrale passe par la régionalisation et la stabilisation d'Etats fragiles. Si l'on en doutait encore, « la mondialisation heureuse voire béate » a désormais vécu. Frontières, Etats et puissance chinoise sont au coeur de cette « phase actuelle de l'histoire », qui va dans le sens d'une nouvelle géopolitique centre-asiatique.*

(1) Yohan Briant est doctorant en histoire contemporaine au sein de l'Université Paul-Valéry. Ses recherches portent essentiellement sur l'impact diplomatique, politique et socio-économique des phénomènes nationaux en Asie Orientale, plus précisément le long du triangle Taïwan, Chine, Hong Kong.

## LES TALIBANS DANS LA STRATÉGIE DIPLOMATIQUE DE LA CHINE

Le 29 février 2020, les États-Unis et les talibans signent « l'accord pour la paix en Afghanistan » (Accord de Doha). Moins d'une semaine après, ces derniers se rendent responsables d'attaques contre la police et l'armée afghane et, un an et demi plus tard, en à peine plus de trois mois, ils entrent dans Kaboul afin d'y rétablir l'Émirat islamique d'Afghanistan. Trois jours avant le retrait définitif des troupes de la coalition, le ministre des affaires étrangères chinois Wang Yi fait part de son espoir de voir les talibans « jouer un rôle important dans le processus de paix, de réconciliation et de reconstruction de l'Afghanistan » [1]. Cette déclaration, immédiatement reprise par l'ensemble de la presse occidentale, contraste violemment avec les images qui accompagnent l'évacuation des ambassades des coalisés, mais aussi celles en provenance de l'aéroport de Kaboul, où le double attentat-suicide commis le 26 août, s'il n'est pas du fait des talibans, symbolise puissamment l'échec de l'OTAN.

Devant la rapidité des événements et dans un tel contexte d'incertitude, les déclarations de Wang Yi ont de quoi choquer, à tel point que quiconque n'est pas familier avec le pragmatisme de la Chine dans le cadre de sa politique extérieure pourrait être tenté de qualifier sa démarche d'opportuniste. On ne peut nier que Pékin a bien profité de l'offensive talibane pour avancer ses pions en Asie centrale, néanmoins sa stratégie envers l'Afghanistan reste en cohérence avec les grands principes politiques en place depuis des décennies.

### La Chine vers le « développement pacifique »

Les relations entre la Chine et les talibans sont longtemps restées indirectes, essentiellement connectées par la question de la minorité Ouïghour, qui peuple l'immense province du Xinjiang avec laquelle l'Afghanistan partage 76km de frontière. Durant la décennie 1980, la transition de la Chine vers l'économie de marché a eu comme conséquence la cristallisation des tensions ethniques dans cette région périphérique et peu peuplée [2]. Ce phénomène a conduit à la radicalisation d'une partie de la population, laquelle est venue gonfler les rangs de partis et groupuscules séparatistes que Pékin tient responsable d'une série d'attaques terroristes commises entre 1990 et 2001. L'un de ces groupes, le Parti Islamique du Turkestan (PIT) est accusé par la Chine d'entretenir des liens avec Al-Qaïda, qui contribuerait grandement à son financement. Bien que selon un rapport du Service de recherche du Congrès (des États-Unis, CRS d'après son appellation anglophone), il n'existe cependant aucune preuve, ni aucune revendication, de collusion entre le PIT et Al-Qaïda [3], les États-Unis ont placé, dès l'année suivante, le PIT sur la liste sur plusieurs de ses listes anti-terroristes, au moment où la Chine votait favorablement chaque résolution portée par Washington contre les talibans.

Cet échange de bons procédés est très représentatif du tournant que Pékin a décidé d'opérer dans sa politique étrangère, particulièrement vis-à-vis des États-Unis. Depuis 1989, la Chine souffre d'un isolement diplomatique, conséquence du massacre de la place Tian an'men, que la troisième crise du détroit de Taïwan (1996) n'arrange pas. Entre temps, l'effondrement de l'URSS a entraîné une nouvelle dynamique pour l'Asie centrale, comme le montre la mise en place du Groupe de Shanghai, en avril 1996. S'inscrivant dans la continuité du partenariat stratégique noué entre Boris Eltsine et Jiang Zemin, ce forum, désormais étendu aux trois jeunes républiques centre-asiatiques que sont le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, s'est principalement constitué autour de questions sécuritaires multi-partites. Outre la démilitarisation progressive des frontières, l'objectif premier était de stabiliser cette vaste région à faible densité de population (environ 17 hab/m<sup>2</sup>) afin de faire face à la montée des phénomènes terroristes.

L'année d'après éclate la crise asiatique de 1997, dont la Chine réchappe en meilleure forme que ses voisins, ce qui lui permet de poursuivre sa nouvelle approche diplomatique, beaucoup plus consensuelle. Pékin multiplie les interventions en faveur des économies les plus touchées, comme la Thaïlande, ce qui facilite l'établissement de relations avec l'ASEAN. Malgré une posture résolument tournée vers la coopération et le multilatéralisme, les relations avec l'occident restent tendues et le bombardement accidentel de l'ambassade chinoise de Belgrade, par l'aviation de l'OTAN, en 1999, provoque une nouvelle montée des tensions au moment où de profondes mutations affectent l'environnement régional de la Chine. En 1998, le rival indien accède au rang de

puissance nucléaire. En 2000, le Parti pour la Démocratie du Peuple (PDP), historiquement hostile à la réunification avec la Chine, porte Chen Shui-Bian à la présidence de Taïwan puis, l'année suivante, le Japon opère un rapprochement avec les États-Unis. L'ensemble de ces évolutions pousse la Chine à reconsidérer définitivement son approche. Prenant note du précédent soviétique, et compte tenu de l'importance centrale qu'occupe la croissance économique, Pékin réalise que sa stratégie d'opposition frontale à Washington n'est tout simplement pas viable et qu'il est dans son intérêt de privilégier le dialogue.

C'est donc dans cette optique que Hu Jintao, succédant en Jiang Zemin en 2002, développe la notion d'émergence pacifique (和平崛起), bientôt renommée développement pacifique (和平发展), dans une logique toujours plus conciliante. Selon un rapport du Sénat [4], la diplomatie chinoise a pour objectifs principaux de pérenniser sa croissance économique, de faire de la Chine une puissance diplomatique, notamment à travers une participation renforcée au sein de différents organismes multilatéraux et, enfin, de normaliser les relations avec l'occident, États-Unis en tête. Cette stratégie sur le long terme répond aussi à la volonté de Pékin d'intégrer de manière systémique ses problématiques internes et externes. C'est précisément dans ce cadre que s'inscrit la gestion du séparatisme ouïghour via la mise en place d'accords diplomatiques multilatéraux. Sur le plan économique, la multiplication des partenariats commerciaux à l'échelle mondiale vise donc à sécuriser l'approvisionnement du pays, afin de maintenir sa croissance et d'assurer le maintien du Parti Communiste (PCC) au sommet de l'État. La stratégie de Pékin répond donc à un double impératif :

- **Extérieur.** Contourner l'hyper-puissance américaine et s'imposer comme un acteur diplomatique majeur, grâce à des outils en cohérence avec son postulat de l'émergence pacifique. Tandis que les États-Unis bafouent régulièrement le droit international, la Chine reste fermement engagée en faveur du principe de non-ingérence. Cette posture « légaliste » s'accompagne d'un positionnement relativiste, notamment en relation avec la question des Droits de l'homme, qui prend le contre-pied total de l'universalisme occidental et facilite l'établissement de relations privilégiées entre la Chine et les régimes autoritaires. Déployant ainsi une rhétorique accès sur le dialogue « Sud-sud », les ressentis coloniaux et les relations « gagnants-gagnants », Pékin est parvenue à s'imposer rapidement comme le partenaire commercial privilégié de l'Afrique, après être devenu celui de l'Europe, tout en cultivant son image de contre-poids idéologique du modèle occidental.

- **Intérieur.** Cette posture très « légaliste » sert d'appui à la Chine vis-à-vis de la question taïwanaise, qui constitue, aujourd'hui encore, son principal contentieux à l'international. Le principe de la Chine unique, dont le respect est une condition sine qua non à l'établissement de relations commerciales, dispose d'une justification juridique en la résolution 2758 (XXVI) de l'ONU, qui lui permet de circonscrire la problématique taïwanaise dans un cadre interne. Cela annihile les efforts diplomatiques de Taïwan tout en donnant un poids considérable au roman national du PCC, lequel ne tolère ni l'existence d'une Chine amputée de Taïwan, ni celle d'une Chine plurielle, multiculturelle et démocratique. Autre problématique centrale, le contrôle des zones frontières est, nous l'avons vu, facilité par l'implication de la Chine au sein des organisations multilatérales.

Le soutien diplomatique que la Chine apportera aux talibans est donc en totale cohérence avec l'un et l'autre de ces axes, ce qui est d'autant plus révélateur une fois la stratégie américaine mise en perspective.

### Les échecs de l'OTAN...

L'intervention en Afghanistan, si elle a rapidement pris des couleurs atlantistes, demeure essentiellement une guerre américaine, à laquelle ses alliés de l'OTAN se sont joints avant tout par solidarité, envers son chef de file, mais surtout envers son projet de construire un état stable, démocratique et favorable à l'Occident, grâce à une stratégie d'investissements. À ce titre, l'accord de Doha, négocié sans consultation préalable, ni du gouvernement afghan, ni des gouvernements coalisés, n'est pas vraiment une surprise, il n'en constitue pas moins un véritable camouflet pour les alliés atlantiques. Le projet américain pour l'Afghanistan correspond à la vision téléologique des néoconservateurs, George W. Bush et Tony Blair en tête, selon lesquels le développement économique pave la voie à la démocratie dans un mouvement vers la fin de l'Histoire [5]. Cette idée (que le cas chinois infirme pourtant depuis longtemps) ne saurait s'incommoder des facteurs culturels, ethniques et historiques propres à chaque bassin de civilisation. Cette profonde méconnaissance des particularismes de l'Afghanistan, exposée au grand jour lors de la publication des Afghanistan papers, est l'une des causes de l'enlèvement des forces de la coalition. Un autre élément déterminant a été la décision d'envahir l'Irak. Là encore, le régime en place chute au terme d'une redoutable offensive menée par les États-Unis et leurs alliés, mais, là encore, les institutions en place se heurtent à la réalité d'un terrain complexe et méconnu. Les tensions interconfessionnelles, attisées par le ressentiment politique, conduisent au déclenchement d'une guerre civile, dont l'achèvement fini de faire passer l'Irak dans la sphère d'influence de l'Iran.

De quoi ces échecs sont-ils révélateurs ? Premièrement, du fait que les États-Unis sont incapables de conclure leurs guerres – voir de les gagner, ce qui se traduit par une faillite globale sur les plans économique, politique et humain. Dans un second temps, il s'agit de l'échec d'un projet visant à imposer tout un système de valeur exogène par les armes et la dépendance économique (bien qu'il ne s'agisse là que d'une étape). Là où le bât blesse, c'est précisément que cette conception de la démocratie libérale comme pinacle civilisationnel se trouve au centre de la rhétorique diplomatique des États-Unis et de l'essentiel de ses alliés occidentaux mais que les talibans, non content d'être revenus au pouvoir, bénéficient aujourd'hui d'un regain de popularité et d'un contrôle quasi-total sur tout le territoire, chose qui n'était pas le cas lors des années 1990 [6]. Concrètement, la faillite atlantiste marque le retrait total de l'Occident du terrain afghan, entraînant de ce fait un basculement du pays vers un ancrage géopolitique essentiellement régional. De son côté, la Chine a parfaitement joué la carte du multilatéralisme. Son soutien à l'intervention s'est construit principalement à travers l'ONU, mais aussi par une forme de coopération militaire (démontage, renseignement) [7], ce qui lui a permis de faire front avec l'Occident dans la lutte contre le terrorisme, alors que la déroute finale de l'OTAN sert globalement ses intérêts.

### ... et les succès de l'OCS

La sécurisation des zones frontalières demeure l'un des principaux axes de la politique étrangère de la Chine et cette notion de frontière a évolué en même temps que s'est accrue la stature économique et diplomatique du pays. Depuis que Xi Jinping affirme ouvertement ses ambitions hégémoniques, la Chine s'est considérablement impliquée dans sa sphère d'influence, au sein de laquelle le Pakistan et l'Asie centrale occupent une place privilégiée.

En 2001, à l'orée du développement des relations bi-latérales entre la Russie et la Chine, cette dernière décide de piloter l'évolution du groupe de Shanghai, rejoint par l'Ouzbékistan et devenu Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Cette nouvelle étape, qui correspond respectivement aux ambitions russe de peser davantage en Europe et à la volonté chinoise de contrebalancer le rapprochement opéré par les États-Unis vers les puissances de l'Asie-Pacifique, repose toujours sur les mêmes bases de coopération dans les domaines économiques et stratégiques. Justement, les enjeux qu'impliquent la stabilisation de l'Afghanistan sont essentiellement d'ordre sécuritaire, liés aux trafics et aux déplacements de populations. En outre, si la maîtrise de ces problématiques peut avoir des répercussions globales (cf. carte ci-dessous), ses effets se feront principalement ressentir en Asie centrale. En effet, la composition ethnique et religieuse de l'Afghanistan, à laquelle s'ajoute la porosité de ses frontières, facilite les mouvements de combattants islamistes vers les états voisins (Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizstan) ce qui fait craindre un embrasement djihadiste à l'échelle régionale, lequel pourrait ensuite faire tâche d'huile jusqu'au Xinjiang.

La situation se complexifie encore davantage en 2017, date qui marque l'adhésion simultanée de l'Inde et du Pakistan à l'OCS, ce dernier ayant toujours joué un rôle ambigu au regard de l'Afghanistan. En plus du vieux contentieux territorial autour de la ligne Durand, sous-tendu par la division des tribus pachtones le long de la frontière, le premier impératif politique du Pakistan est d'empêcher l'éclosion d'un régime voisin pouvant être favorable à l'Inde. Si Washington a tordu le bras à son allié en 2001, cela n'a pas empêché Islamabad de mener double-jeu, soutenant les talibans actifs en Afghanistan tout en combattant activement les groupes implantés de son côté de la frontière, lesquels bénéficient du soutien de l'Inde, elle-même victime du terrorisme islamique. Nombre de mouvements djihadistes se revendiquent d'un imaginaire territorial incompatible avec les frontières politiques contemporaines (comme le Shâm en Syrie.), ce qui traduit leur rejet des réalités politiques (étatiques), facilitant ainsi leur implantation au-delà des frontières le long des lignes de fractures ethniques et confessionnelles. C'est dans cette logique que la cellule régionale de l'État Islamique s'est baptisée États Islamique au Khorasan, du nom de l'ancienne frontière orientale de l'empire sassanide (224 - 651) aujourd'hui divisée entre l'Iran, l'Afghanistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. La dynastie sassanide est la dernière à exister avant la conquête arabo-musulmane de la Perse historique, ajoutant une couche supplémentaire au mille-feuille symbolique.



On voit donc bien que la stabilisation de l'Afghanistan n'est plus circonscrite à la problématique du Xinjiang et représente désormais un enjeu majeur pour la Chine, dans la région et au-delà.

• **Économiquement.** Depuis le retrait des soviétiques, la Chine a en effet multiplié les investissements en Afghanistan, dont le sous-sol riche en minerais (notamment le lithium) constitue une source d'approvisionnement supplémentaire pour Pékin. Plus récemment, le tracé de l'un des principaux corridors du projet des Nouvelles routes de la soie doit passer par l'Asie centrale, ce qui requiert un haut niveau d'intégration régionale ainsi qu'un environnement sûr.

• **Politiquement.** Le basculement de l'Afghanistan vers une dimension essentiellement régionale favorise grandement les capacités d'action de Pékin, dont les intérêts en Asie centrale et au Moyen-Orient se sont considérablement accrues depuis le début de l'intervention en 2001. Le retrait de l'OTAN laisse le champ libre à l'OCS, qui concrétise son verrouillage de la région par l'adhésion de l'Iran le 17 septembre 2021, ouvrant dans le même mouvement la porte du Moyen-Orient à une Chine de plus en plus entreprenante. Enfin, s'ils ne sont pas directement en rapport avec Pékin, d'autres projets annexes, tel le gazoduc TAPI, agissent comme un vitrine pour le modèle alternatif de leadership chinois, à la fois sur le plan régional et sur le plan global.

On comprend dès lors que le soutien politique de Pékin envers les talibans est bien moins opportuniste qu'il n'y paraît. Si la Chine a indéniablement profité de l'offensive éclair des nouveaux maîtres de Kaboul, sa stratégie pour l'ensemble de la région a méticuleusement été construite sur plusieurs années. Privilégiant les partenariats multilatéraux, la Chine a ainsi progressivement étendue son influence à travers son implication dans les questions économiques et sécuritaires, délaissant les problématiques humaines au nom du sacro-saint principe de non-ingérence, jusqu'à devenir un acteur indispensable de la géopolitique centre-asiatique. À ce titre, l'émirat islamique d'Afghanistan a le profil type du partenaire idéal pour la Chine : il s'agit d'un régime autoritaire, économiquement fragile et diplomatiquement vulnérable, dont l'assise politique se construit autour des questions sécuritaires.

*Au vu de la situation, quelles pourraient être les futures évolutions de la diplomatie chinoise dans la région ?* Avant toute chose, il est nécessaire de mettre en lumière les ambiguïtés persistantes du « développement pacifique ». En effet, de nombreux observateurs, tel le politologue Jean-Pierre Cabestan, n'ont pas manqué de souligner le paradoxe croissant qui accompagne la posture diplomatique de Pékin et l'augmentation exponentielle du budget de son armée, la deuxième au monde (et la première par ses effectifs) [8]. Cette hausse s'explique en partie par des enjeux régionaux liés à la nécessité, tant à l'extérieur que sur le plan intérieur, de maintenir la crédibilité d'une annexion militaire de Taïwan (modernisation de la marine, aménagement de bases militaires, etc) ce qui a d'ailleurs entraîné une réponse militaire américaine partiellement soutenue par le retrait d'Afghanistan. Cependant, la Chine multiplie aussi les initiatives militaires loin de ses frontières, installant une base à Djibouti, en 2017, ou, plus récemment, menant des exercices militaires tripartites avec l'Iran et la Russie (2019), ce qui semble indiquer que la Chine souhaite ajouter de nouvelles cartes à son jeu diplomatique. De plus, la « diplomatie du loup guerrier » revendiquée par Xi Jinping rompt nettement avec l'approche consensuelle, voire dissimulatrice, qui prévalait jusque là, soulignant les nouvelles ambitions de Pékin. Sachant cela, les raisons de l'accroissement de la présence chinoise dans l'océan Indien ne laissent que peu de doute quant à ses objectifs vis-à-vis du Moyen-Orient, zone qui accueille déjà deux partenaires peu disposés envers Washington (la Russie, l'Iran) et un troisième qui cultive l'ambiguïté (la Turquie). Suffisant pour faire pencher la balance régionale en faveur de la Chine ? Une chose est sûre, Pékin a déjà commencé à se rapprocher des alliés historiques des États-Unis dans la région, ce que Washington prend très au sérieux [9].

Yohan BRIANT, le 23 septembre 2021

---

## Notes

[1] Bruno PHILIP & Simon LEPLÂTRE, « La Chine affirme que les talibans sont 'une force politique et militaire cruciale en Afghanistan' », Le Monde, 30 juillet 2021 [en ligne : [https://www.lemonde.fr/international/article/2021/07/30/la-chine-affirme-que-les-talibans-sont-une-force-politique-et-militaire-cruciale-en-afghanistan\\_6089979\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2021/07/30/la-chine-affirme-que-les-talibans-sont-une-force-politique-et-militaire-cruciale-en-afghanistan_6089979_3210.html)].

[2] Justin RUDELSON & William Jankowiak, « Acculturation and Resistance : Xinjiang Identities in Flux », in S. Frederick STARR (éd), Xinjiang : China's Muslim Borderland, Armonk : M.E.Sharpe, 2004, pp. 299 – 320.

[3] Shirley A. KAN, « U.S.-China Counterterrorism Cooperation : Issues for U.S. Policy », in CRS Report for Congress, 2008.

[4] S. VINÇON, H. LUC, A. BOYER, J-G BRANGER, P. NOGRIX, J-P PLANCADE, Rapport d'information au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées à la suite d'une mission effectuée du 19 au 28 mai 2006 en Chine, Paris, 2006.

[5] Gilles KEPEL, Sortir du chaos. Les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient, Paris : Gallimard, 2018, pp. 130 – 140.

[6] Alain LÉAUTHIER, « Face aux talibans, l'Afghanistan, un pays qui n'offre (presque plus) de résistance », Marianne, 10 – 16 septembre 2021, p. 27

[7] Andrew SMALL, The China-Pakistan Axis : Asia's New Geopolitics, Oxford : Oxford University Press, 2015, p. 130.

[8] Jean-Pierre CABESTAN, Demain la Chine : guerre ou paix ? Paris : Gallimard, p. 33.

[9] Warren P. STROBEL & Nancy A. YOUSSEF, « F-35 Sale to U.A.E Imperiled Over U.S Concerns About Ties to China », The Wall Street Journal, 25 mai 2021, [en ligne : <https://www.wsj.com/articles/f-35-sale-to-u-a-e-imperiled-over-u-s-concerns-about-ties-to-china-11621949050>].